

Appel à candidatures

Dans la suite des nominations à intervenir au vu des départs prévus pour le 1^{er} février 2025 respectivement le 1^{er} mars 2025, les postes suivants seront vacants

PARQUET GÉNÉRAL

- un poste de Procureur général d'Etat adjoint
- un poste de premier avocat général
au 1^{er} février 2025

Les profils de la fonction de Procureur général d'Etat adjoint et de premier avocat général sont joints en annexe.

TRIBUNAL D'ARRONDISSEMENT DE LUXEMBOURG

- un poste de premier vice-président affecté à la 1^{ère} chambre du Tribunal d'arrondissement
au 1^{er} février 2025
- un poste de vice-président affecté, sauf changement en interne, à une chambre correctionnelle
- un poste de premier juge
- douze postes de juge

JUSTICE DE PAIX DE LUXEMBOURG

- le poste de juge de paix directeur
au 1^{er} mars 2025

Le profil de la fonction de juge de paix directeur à la Justice de paix de Luxembourg est joint en annexe.

Les postes suivants sont également vacants :

COUR SUPÉRIEURE DE JUSTICE

- deux postes de conseiller à la Cour d'appel
- un poste de premier juge au pool de complément des magistrats du siège

- quatre postes de juge au pool de complément des magistrats du siège

PARQUET GÉNÉRAL

- un poste de premier substitut au pool de complément des magistrats du parquet
- deux postes de substitut au pool de complément des magistrats du parquet

CELLULE DE RENSEIGNEMENT FINANCIER - CRF

- deux postes de substitut à la CRF

PARQUET DE LUXEMBOURG

- quatre postes de substitut

TRIBUNAL D'ARRONDISSEMENT DE DIEKIRCH

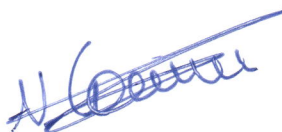
- deux postes de juge

PARQUET DE DIEKIRCH

- un poste de substitut

En vertu de l'article 6 de la loi du 23 janvier 2023 sur le statut des magistrats, les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur candidature motivée ensemble avec une notice biographique indiquant leur expérience professionnelle, acquise avant l'entrée dans la magistrature et pendant l'exercice de la fonction de magistrat. Les candidatures sont à transmettre par la voie hiérarchique au président du Conseil national de la justice jusqu'au 24 octobre 2024 à 12.00 heures.

Luxembourg, le 17 octobre 2024



Nancy CARIER
Secrétaire général du Conseil national de la justice

Profil pour le poste de Procureur général d'Etat adjoint

Attributions :

- exercice de l'action publique près de la Cour d'appel
- rédaction de conclusions près de la Cour de cassation en matière civile et pénale
- gestion des bâtiments de la justice sur les trois sites (L, D et E/A)
 - prévoir les besoins en locaux à court et moyen terme et gérer l'attribution des espaces au sein des bâtiments de la justice
 - se coordonner avec le Ministère des Finances (Commission des loyers) pour l'attribution de nouveaux bâtiments et gérer les relations avec l'ABP pour aménager ces locaux
- gestion des relations avec les Archives nationales
 - participer aux réunions avec les responsables des Archives nationales et accompagner le projet de préservation des données numériques de la justice
 - être le point de contact des Archives nationales pour aviser les demandes de dérogation
 - aviser les demandes de communication de documents/dossiers archivés, mais pas encore librement accessibles
- gestion des ressources humaines de l'administration judiciaire
 - prévoir les besoins en recrutement annuel (CER)
 - gestion des demandes en besoins par les différents corps et services
 - aviser les demandes de travail à temps partiel
 - aviser les demandes en télétravail
 - décider des suites disciplinaires
- relations avec la presse

Compétences requises :

- Une expérience considérable est requise. Une expérience au sein du Parquet général ou d'un parquet près d'un tribunal d'arrondissement constitue un avantage
- Compétence professionnelle avérée
- Compétences sociales et qualités humaines
- Esprit d'équipe. Aptitude à la gestion de conflits.
- Capacité à imposer des décisions dans l'intérêt du service et de l'administration
- Capacités en matière de communication et de représentation
- Capacités de planification, d'organisation, de gestion

Profil pour le poste de premier avocat général

- exercice de l'action publique près de la Cour d'appel
- rédaction de conclusions près de la Cour de cassation en matière civile et pénale
- représentation du Procureur général d'Etat lors de conférences et autres réunions près d'institutions internationales et européennes

et notamment

- entraide pénale internationale
- enlèvement international d'enfants

Profil pour le poste de juge de paix directeur

Attributions :

- Organisation, coordination et fonctionnement de la juridiction
- Gestion des ressources humaines pour assurer le bon fonctionnement de la juridiction
- Gestion logistique de la juridiction dans tous ses aspects
- Concertation avec les autres chefs de corps
- Analyse des besoins en formation continue des magistrats et en formation initiale des attachés de justice
- Suivi de la formation continue des magistrats
- Promotion d'une communication constructive entre les magistrats afin de renforcer l'esprit de cohésion ainsi que la gestion des conflits
- Promotion de la profession de magistrat
- Représentation de la Justice de paix de Luxembourg lors d'évènements officiels
- Communication avec les professionnels du droit (avocats, huissiers, experts, notaires)

Compétences requises :

- Une expérience considérable est requise. Une expérience en tant que magistrat du siège constitue un avantage.
- Compétence professionnelle avérée
- Compétences sociales et qualités humaines
- Esprit d'équipe
- Aptitude à la gestion des conflits
- Capacité à imposer des décisions dans l'intérêt du service
- Capacités en matière de communication et de représentation
- Capacités de planification, d'organisation et de gestion